



Fédération du Pas-de-Calais

Résolution d'urgence adoptée à l'unanimité Assemblée Générale de la Fédération de la LDH 62

Saint-Omer Samedi 15 décembre 2012

La Fédération du Pas-de-Calais de la Ligue des droits de l'Homme réunie en Assemblée générale le samedi 15 décembre 2012 à Saint-Omer rappelle qu'elle avait appelé à voter au second tour pour le candidat François Hollande, pour « le changement maintenant », notamment en réaction aux discours d'exclusion et de stigmatisation tenus par l'ancien Président de la République et qui visaient notamment les Roms et plus généralement les populations d'origine étrangère.

À quelques mois de l'élection du nouveau Président, elle s'interroge sur la réalité du changement promis. En effet, elle constate que des opérations de police ont été menées depuis la rentrée tant à l'encontre des migrants que des Roms dans plusieurs localités du département et ce au mépris des instructions données par le Ministre de l'Intérieur Manuel Valls qui demandait avant toute évacuation la prise en considération des personnes.

Elle constate par ailleurs que les nouvelles dispositions retenues par le Gouvernement en matière de centres de rétention sont extrêmement inquiétantes : soumises à un « devoir de réserve », les associations devront exprimer « de manière mesurée des opinions dans le domaine des politiques publiques relatives à l'immigration ». Cela signifie en clair que le regard critique de dénonciation que portaient les associations est largement mis en cause.

En matière de rétention, l'orientation va clairement dans le sens de la répression : expulsions collectives, création d'une nouvelle disposition de retenue des personnes au mépris du droit commun. C'est extrêmement grave.

La LDH 62 demande que l'on revienne sans délai sur ces dispositions dont certaines apparaissent à ses yeux comme attentatoires aux libertés.

S'agissant de la grève de la faim des Sans papiers lillois, l'Assemblée générale de la LDH 62 déplore que l'intransigeance de la Préfecture du Nord ait débouché sur une situation mettant gravement en péril la vie des personnes. Elle salue les efforts déployés par la LDH régionale pour tenter de trouver dans l'apaisement une solution honorable à cette crise.

Au 45^{ème} jour de la grève, elle constate que la dispersion des sans papiers grévistes de la faim dans toute la région n'a rien réglé sur le fond. Cette politique s'inscrit à l'évidence dans la continuité de celle menée par les Ministres Hortefeux, Besson, Guéant. Elle ne marque en rien une rupture avec des pratiques inhumaines. Peut-être la France ne peut-elle en période de crise accueillir sans restriction tous les candidats à l'exil ? Tel n'est pas l'avis de la Ligue des droits de l'Homme qui souhaite sur ce sujet un grand débat national. Mais, en tout état de cause, rien ne justifie que la République Française, traditionnellement considérée comme une terre d'asile et la patrie des droits de l'Homme, traite des êtres humains avec une telle brutalité. Ce ne sont pas de dangereux terroristes mais des personnes qui n'aspirent qu'à vivre paisiblement et dignement sur notre territoire.

L'Assemblée générale demande avec insistance à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais d'intervenir auprès de Monsieur le Préfet de région pour choisir la voie de l'humanité et du bon sens en répondant positivement à la demande qui lui est faite de régulariser les personnes et de mettre en place un réel dialogue.